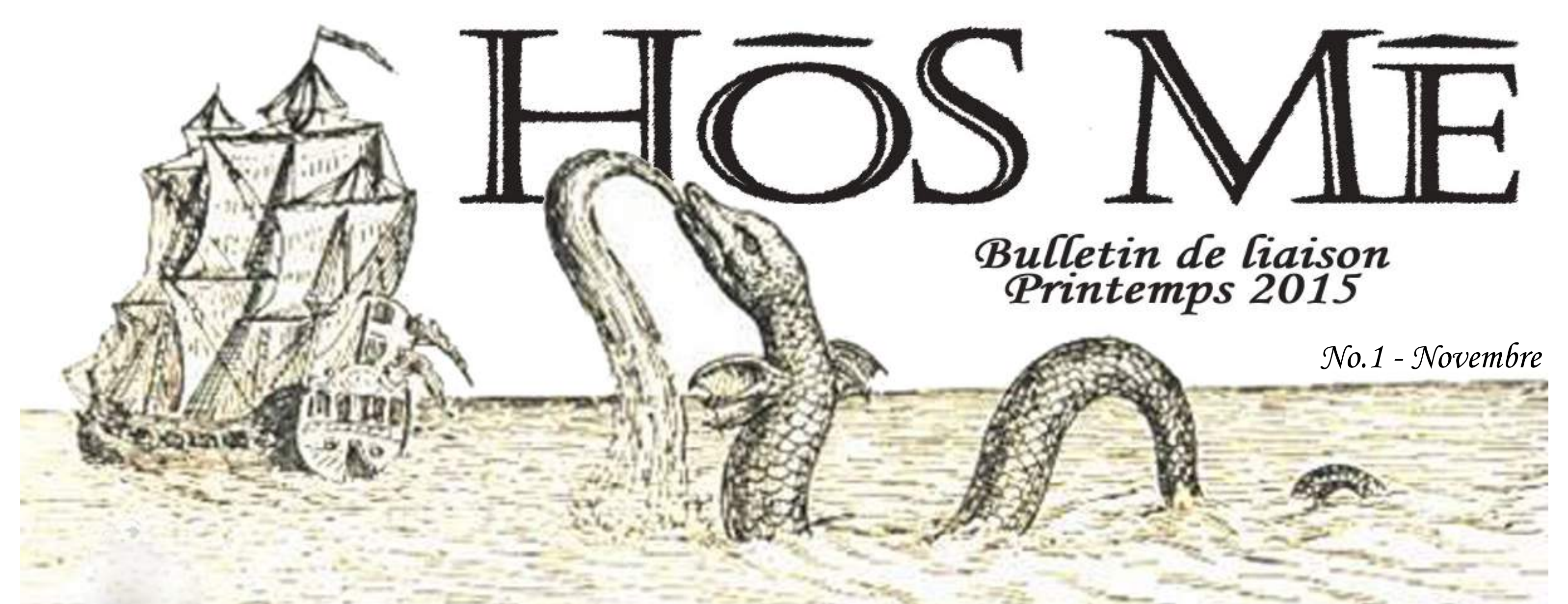


HŌS MĒ : Liaison et réflexion

Un mouvement se dessine pour le printemps. S'engageant dans une lutte contre les politiques d'austérité et les projets de l'économie extractiviste, il réactive ce qui s'était poursuivi dans les souterrains depuis 2012. Mais le contexte offrant les possibilités d'une extension de la lutte à l'extérieur du mouvement étudiant, les questions qu'il pose et les enjeux qu'il confronte exigent bien plus que la reproduction d'une recette gréviste classique. La multiplicité des initiatives, la pluralité des espaces d'où elles surgissent et l'exploration de nouvelles formes d'organisation rendent nécessaire l'expérimentation de nouveaux outils. HŌS MĒ se veut un bulletin de liaison de la campagne printemps 2015, c'est-à-dire l'un de ses espaces de réflexion, d'élaboration et de recomposition.

Elle passe la figure de ce monde

L'époque rend compte de la fin d'une civilisation. Les signes de l'effondrement nous sont racontés quotidiennement et toute une génération n'aura jamais connu que la succession des crises. Ce sentiment de la fin travaille de l'intérieur notre condition mondaine, notre rapport à un monde qui semble nous échapper. Mais la promesse de la grève ressentie en 2012 et qui vibre encore dans nos corps fait résonner la fin dans ce qu'elle ouvre au présent. Elle révoque en nous les conditions qui nous sont faites et nous rattache aux mondes qu'elle élabore. HŌS MĒ, c'est-à-dire *comme non,* l'étudiant comme non étudiant, la travailleuse comme non travailleuse. Un tenseur interne qui fait jouer la condition contre elle-même dans la lutte. C'est par là que nous pouvons saisir toute l'importance qu'il nous faut accorder à la vie commune qui surgit dans nos luttes, dans le mouvement et dans nos rencontres.

Les vies nouvelles qui s'expérimentent posent la question de ce qui nous tient ensemble. La question a toute son importance puisqu'il est nécessaire de rendre inséparables l'accumulation

SUITE À LA DERNIÈRE PAGE

L'austérité comme condition partagée

De la crise à la grève

Depuis 2012, la vitrine du Québec comme terre de la pacification s'est lézardée. Contre-coup de la crise qui parcourt l'Occident, le vaste mouvement occupant les rues de la belle province et paralysant son économie a dévoilé comment les questions de notre temps pouvaient être prises au sérieux par des corps insurgés. Loin de la sphère de la représentation, de la politique classique, des vies ont pris parti contre l'économie. Des forces ont élaboré des modes d'être, des manières de faire occultant les bureaucrates et ont poursuivi leurs œuvres dans les catacombes d'un monde en ruine. À présent, si le moment de la grève s'est dissipé, ses forces ne demandent qu'à ressurgir. La campagne Printemps 2015, qui vise un mouvement de lutte générale pour le printemps dépassant les limites du seul mouvement étudiant, se veut une des formes de ce surgissement.

La crise de 2008 a ouvert une nouvelle ère : celle des insurrections. Dès lors, tout mouvement porte en lui une puissance destituante. Si les « projets de société » flottent encore dans les esprits les plus complices du pouvoir, c'est par un refus de voir que plus rien n'échappe à l'emprise de la gouvernance économique et apocalyptique. Exception de la grève comme manifestation plurielle de la vie, de ses faisceaux s'actualisant dans l'espace métropolitain, il ne reste que la politique classique qui se réduit à différer la fin de l'économie.

C'est de là qu'il faut saisir l'Austérité. Plus qu'une simple idéologie de nos pathétiques gouvernants, l'austérité est la politique de l'économie qui se déchaîne à présent contre la vie. La note du party de la finance a été payée par les États en 2008. Il faudrait ➔

maintenant tout rembourser, se la fermer et travailler. Mais ce raisonnement de base doit se déplacer pour observer comment la recomposition du pouvoir opère par la crise. C'est par là que l'on produit un front de payeurs et payeuses de taxes et d'impôts soumis.e.s au travail. Désirant plus que tout une vie austère, leurs désirs frustrés de marchandises soumettent le temps au rythme de l'immense chaîne de travail que sont les métropoles.

L'économie met en crise les modes de reproduction de la vie, forçant l'intériorisation d'une dette : envers l'État, envers les agences de crédit, envers l'image d'une société déjà morte. Ce n'est pas tant la prééminence du marché qui compte dans cette crise que l'expansion infinie de dispositifs de gestion de la vie l'endettant envers elle-même. C'est la fin d'un État fort ? Non, l'économie ne brise pas l'État, elle le rend immanent à son processus. À voir les flics parcourir les rues, l'État semble toujours aussi fort. Il faut sortir des débats entre technocrates et gestionnaires ; fuir les dialogues entre, d'un côté, la FTQ et son État fort et de l'autre, les libéraux et leurs commissions de mise en compétition des services publics.

À cette *gouvernance économique* se juxtapose la *gouvernementalité apocalyptique* d'une économie déchaînée contre la vie. Autant d'efforts sont mis à la sauvegarde du marché qu'à la destruction des mondes. Le pétrole doit couler et tant pis si cela signifie la fin des temps. C'est peut-être de cette tension entre deux modes de gouvernance ayant l'austérité et le pétrole comme politiques, que naissent les difficultés à articuler dans nos luttes la question écologique et celle de l'austérité. Et c'est pourtant seulement dans l'articulation de ces deux questions que se trouve le nœud de la puissance destituante d'un possible mouvement.

« C'est le propre du mouvement d'accélérer ce qui est déjà là, toutes ces pratiques de détournement, ces solidarités concrètes, ces amitiés et conspirations dont nous faisons l'expérience au quotidien, partout, tout le temps »

Les conditions de la reproduction de la vie et de la force de travail sont attaquées. De cette condition partagée part la campagne Printemps 2015. « Vers un front social au printemps », tel semble être le mot à se partager. La campagne se dessine sous la forme de multiples journées de grève dans les cégeps et les universités, dans des manifs monstres comme celle du 31 octobre et celle du 29 novembre. Elle promet beaucoup et fait trembler les bureaucraties syndicales voulant éviter tout débordement. Négociation des conventions collectives de la fonction publique, projet pétrolier et austérité forment une triade potentiellement explosive.

Mais le Printemps 2015, dont les comités unitaires de lutte et d'auto-organisation se multiplient, doit se penser dans l'articulation entre le mouvement réel d'insurrection qui parcourt le globe et la temporalité immédiate de la lutte. Et cette articulation doit prendre comme forme non pas seulement les conditions qui nous sont faites, soit les politiques extractivistes et d'austérité, mais encore celles que nous nous donnons. Donc, pas seulement tenir à l'opposition aux politiques que l'on pourrait unifier sous des vocables comme capitalisme et néolibéralisme. Mais plutôt, faire de cette opposition le moment de la réactualisation des conditions d'existence du mouvement.

Le mouvement vient des solidarités qui lui préexistent. C'est par là qu'il assurera son autonomie, sa vitalité et son pluralisme. Les nouvelles pratiques qu'assurément il mettra en jeu, composeront avec la situation objective de la lutte. Le premier élément de cette situation se définit par la difficulté évidente de sortir du corporatisme, c'est-à-dire, d'étendre la lutte de manière à assumer la situation qui nous est faite. Le second élément tient à la complexité des dispositifs de gestion des travailleurs et travailleuses. Il existe en effet une sainte-alliance technico-légale composée d'une bureaucratie syndicale et du code du travail, limitant le potentiel politique des forces contenues chez les travailleurs et travailleuses. Pour composer avec une telle situation le mouvement devra rivaliser d'ingéniosité pour ne pas tomber dans le piège de la concertation. Les promesses de blocage commun d'institutions par les professeur.e.s ne pouvant faire grève et les étudiant.e.s délesté.e.s du poids légal de leurs grèves sont à retenir et à diffuser. Seulement, force est de constater que les rencontres sont difficiles et que la création d'espaces de conspiration est plus que nécessaire.

Le présent bulletin est une contribution à cet effet car il se veut l'un des tunnels traversant les murs des catégories classiques de la lutte. Si d'autres propositions existent et apparaîtront, il semble qu'il faille réfléchir à ce que chacune d'elles peut impliquer. En effet, entre la coalition syndicale contre l'austérité, la campagne de l'ASSÉ, le programme du IWW et la multiplication des comités printemps 2015, une élaboration stratégique s'impose pour le mouvement. Une éthique de la lutte est à penser.

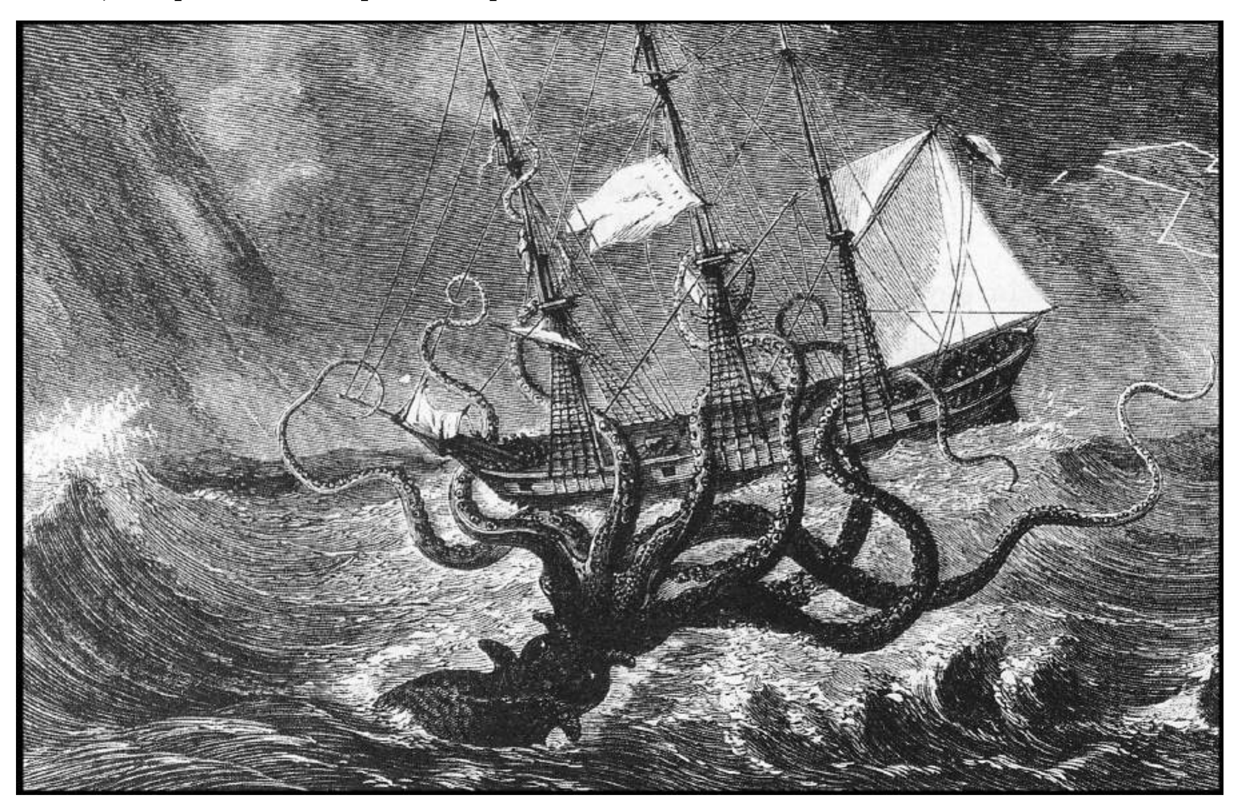
Une éthique de la lutte : les manières de faire le mouvement

Il s'agit donc de trouver des manières de faire propres au mouvement, afin d'éviter qu'il ne se fasse bouffer par les formes rigides qu'il traîne et qui le traînent, par ces cristallisations qui, en cherchant d'abord à se reproduire elles-mêmes, fossiles historiques de rapports de force périmés, l'éloignent de l'élaboration de sa force propre, actuelle, et de la reconfiguration de nos rapports qu'elle suppose. Une sorte *d'auto-organisation* du mouvement, en ce sens qu'elle part du mouvement lui-même, s'y colle. Car il importe d'abord de rester au ras du mouvement, au niveau de ce qui surgit, produit de nouveaux rapports et de nouvelles façons de vivre ces rapports : en un mot de nouvelles conditions pratiques, matérielles, d'existence. *L'auto-organisation* doit donc s'entendre comme impliquant *deux moments distincts* de la grève. D'abord, l'auto-organisation est opposition à la rigidité des formes et réappropriation de la lutte par ceux et celles qui la font. Mais on ne peut se limiter à cette étape de *démocratisme radical*, de lutte contre la bureaucratie qui au fond mène au projet *d'autogestion* des formes imposées à la vie. Survient donc le second moment, soit l'auto-organisation du mouvement comme manière de s'organiser lui-même en tant que mouvement, c'est-à-dire de se donner les moyens d'augmenter sa force, d'ouvrir à l'infini de nouvelles possibilités de surgissement, de contagion, sur le terrain et dans le temps

qui lui sont propres. Bref, d'expérimenter de nouvelles formes politiques. C'est en ce sens que les revendications peuvent être pensées comme étant secondaires. Car ce sont, au fond, des prétextes pour se rencontrer, pour faire l'expérience de notre condition partagée. Elles sont la prise que nous avons sur la condition qui nous est faite, qui nous attache à ces identités dont, justement, nous éprouvons tous les jours les limites. Il faut trouver des manières de jeter des ponts entre cette condition partagée et quelque chose comme une position commune. De lutter à partir de nos conditions pour dégager des espaces qui organisent ici, maintenant, une vie nouvelle. La position commune, c'est ce qui recoupe les conditions, c'est la ligne qui fait apparaître à la fois les limites des conditions et les manières de jouer sur ces limites pour dégager la puissance propre du mouvement. En ce sens, le mouvement est toujours premier.

L'austérité comme condition partagée, la vie nouvelle comme position commune. Il ne faut pas y voir d'opposition. C'est le propre du mouvement d'accélérer ce qui est déjà là, toutes ces pratiques de détournement, ces solidarités concrètes, ces amitiés et conspirations dont nous faisons l'expérience au quotidien, partout, tout le temps. Face à l'évidence de l'illégitimité définitive du pouvoir, nous inventons sans cesse des manières de vivre malgré tout, de respirer ensemble (de con-spirer), sans se soucier de savoir si ce que nous faisons est « légitime » ou non, « légal » ou non. Il y a une puissance de ces clandestinités partagées, une joie aussi. Et ce sont cette puissance, cette joie que l'austérité comme politique de l'économie vise à détruire. Avec chaque nouveau projet de développement industriel, minier, pétrolier, chaque nouvelle « re-structuration » des organes de gestion, des fonds de pension, chaque nouvelle attaque en somme contre nos formes de vie, ce sont des mondes qui disparaissent, avec leur richesse de monde et les possibles qu'ils contiennent, leur savoir-faire de la conspiration et leurs histoires. On oublie ça trop facilement, quand on parle de revendications. Il faut que la grève soit gagnante, ça oui, mais ce qu'on a à gagner, comme à perdre, c'est la vie elle-même, nos formes de vie. Le mouvement, la grève, ce qu'ils articulent, c'est l'accélération, l'intensification de la mise en jeu, en partage, de nos formes de vie et de conspiration, des puissances qui nous lient au quotidien et par lesquelles on survit, malgré tout. Il n'y a pas d'opposition entre la condition qui nous est faite et la position qui nous est commune. Pas d'opposition, mais une articulation par et dans la lutte, la grève, en ce qu'elles posent la question de la stratégie, de l'élaboration stratégique de cette force qui veut devenir commune, ouvrir à partir de nos conditions des brèches vers la vie nouvelle, et dont on fait l'expérience dans notre capacité de nuire à ce qui nous nuit. La grève construit la vie nouvelle sur les ruines du pouvoir. Et c'est en cela qu'elle est politique.

Notre position commune, en ce sens, c'est d'abord l'hétérogénéité de nos formes de vie, la force de ces mondes que l'on habite, où l'on apprend et crée au quotidien de nouvelles façons de conspirer. C'est l'expérience et l'expérimentation des formes, sur les formes, la reconfiguration constante, le repli, le redéploiement de ces formes, l'enseignement qu'on en tire, qu'on remet en jeu, en recommençant, encore et encore. Le mouvement de nos formes, par opposition à la stagnation des formes dans lesquelles on voudrait enfermer le mouvement. En ce sens, il n'y a pas de théorie possible, d'unification possible de ces formes sauf à ras le sol, à fleur de peau, dans le mouvement même qui les porte. La solidarité comme forme de rencontre, d'identité dans la différence, un front commun et une plèbe bigarrée, pleine de ses mondes. Et tout ce beau monde qui fait l'expérience, qui expérimente avec des formes de partage matériel, de savoir-faire de la conspiration. En jetant les bases d'une éthique de la lutte, le mouvement apprendra à composer avec ses forces. ■



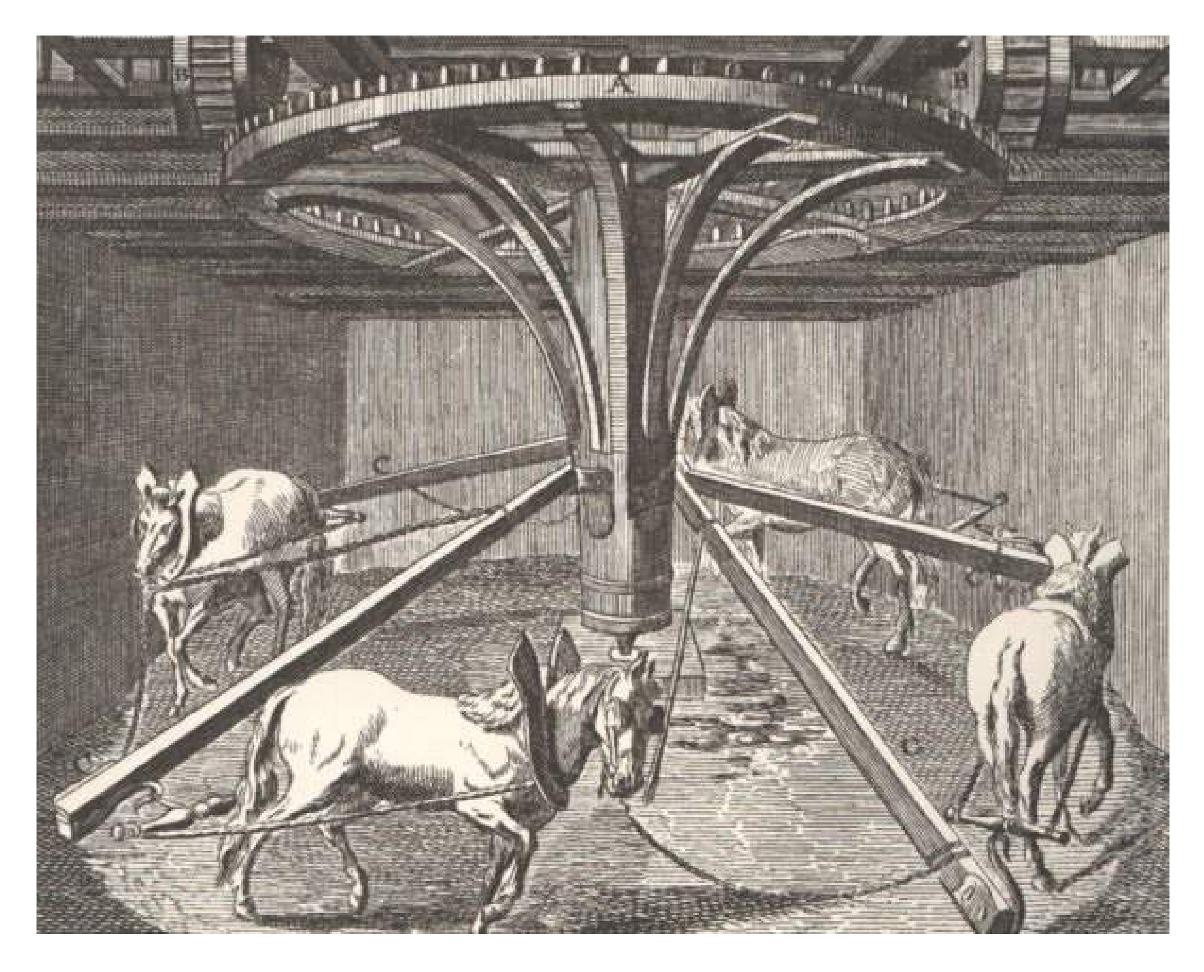
À propos de l'austérité

Saisir l'appel de l'austérité, ça veut pas nécessairement dire de s'humilier en allant se plaindre que l'économie pourrait être mieux gérée, qu'il y a assez de cash dans les coffres des boss pour que tout puisse continuer comme avant. Il n'y a pas à se demander si c'est un concept « réfo », un nouvel euphémisme qui nous détourne du vrai problème que serait le capitalisme. C'est pas notre mot, d'ailleurs, mais celui du pouvoir. C'est vrai, c'est peut-être juste un buzzword médiatique, un autre produit de relations publiques, mais c'est pas rien ! Ce qui est important là-dedans c'est l'insulte, c'est le fait que c'est comme un crachat dans la face du monde. L'austérité fait juste révéler une nouvelle offensive du pouvoir, ici, comme en Grèce, comme ailleurs, mais justement : il faut la voir comme une opportunité, comme un événement à partir duquel des gens peuvent se retrouver, se donner les moyens de raviver la lutte, retrouver un sens du rythme qui fait la force de la résistance.

Il faut se serrer la ceinture. Pas le choix, l'économie l'oblige. Mais qui nous oblige à l'économie? On voudrait nous la vendre comme un état de fait naturel, qui ne met pas en jeu de décisions, de prises de parti. Quand Couillard dit qu'on n'a pas le choix, il dit seulement, en fait, que c'est lui qui n'a pas le choix, lui et sa gang. C'est vrai, Couillard n'a pas le choix, s'il veut sauver ce monde-là. Et c'est ça qu'il veut, c'est pour ça qu'il est là. À travers toutes les mesures de rigueur budgétaire, ce n'est pas l'économie qu'il cherche à sauver de la faillite, c'est une politique, un ordre du monde.

Quant à nous, on est peut-être contraint.e.s, nous aussi, à faire des sacrifices. Mais qu'on se demande alors pour qui et pour quoi. Et si c'était ce monde-là qu'il s'agissait de sacrifier? Pourquoi ne pas la laisser crever, cette économie, au lieu de pédaler toujours plus vite? On peut toujours avoir peur du retour des temps durs, de la crise, mais n'est-ce pas ce monde-là qui nous l'organise et nous l'administre toujours à plus grande échelle, la crise, les temps durs ? On nous dit que moins on collabore, pire ce sera. À nous de l'entendre. Avec l'austérité, désormais, nous ne sommes plus en face de Couillard : nous sommes immédiatement en face du pire – toujours plus de faim, de violence, de fascisme, de désastres écologiques, humanitaires etc.- parce que c'est en la brandissant que les Couillard de ce monde gouvernent. C'est en en brandissant la menace, en se cachant derrière elle, qu'ils font mine de ne pas assumer le caractère partisan de leur discours. Quand un Couillard dit, « c'est pas moi, c'est l'économie, je ne peux rien y faire », il veut dire en fait :« c'est l'économie, tu ne peux rien y faire ». C'est toute la provocation à saisir. Toute la gamique de l'austérité est un tel défi au peuple, mais ceux qui nous la servent ne veulent surtout pas qu'on la prenne comme ça. Parce qu'il savent bien que c'est dans le sentiment partagé d'un foutage de gueule que naissent les mouvements, les tumultes qui font tomber les gouvernements.

Il ne faut pas sous-estimer la colère et la détermination qui peuvent habiter une foule qu'on a écœuré une goutte de



trop. Combien de mouvements sont nés d'avoir été mis au défi, provoqués par une simple bavure, par le mauvais gamble politique d'un pouvoir arrogant ou à court de moyens ? Pas besoin de grands énoncés (« on veut ci, on veut ça » , « on est ceci, cela ») pour que quelque chose comme le « peuple » apparaisse. Le peuple (« la rue », dirait Charest) ça se met à exister quand un paquet de monde se met à prendre au sérieux le pouvoir quand il vient nous intimider avec ses mesures de marde, ses coupures, sa police, et tous les désastres écologiques qu'il commandite sans se faire trop de souci, et qu'il nous dit avec son air baveux : Qu'est-ce tu penses tu vas faire?

Jusqu'à ce qu'à la faveur d'un événement, d'une coupure, on puisse lui répondre avec sang-froid : « *just watch me* ».

Il est peut-être temps qu'on la prenne au sérieux, l'austérité. Austeritas : ça veut dire « ce qui est sérieux, ce qui est grave ». À nous donc d'imposer la véritable austérité, de l'organiser, de montrer qu'on est sérieux, qu'effectivement, la situation est grave, mais que non, l'économie ne nous empêchera pas de faire autre chose.

« À travers toutes les mesures de rigueur budgétaire, ce n'est pas l'économie qu'il cherche à sauver de la faillite, c'est une politique, un ordre du monde.»

Ce qui fait la force des mouvements sociaux, qui en dessine la communauté, c'est beaucoup moins la réponse qui finit par s'imposer (une liste de revendications adressées à l'État, une série de mots d'ordre adoptés en A.G.) que la question qui nous est posée à tous en même temps. C'est d'abord dans le refus, dans le retrait, qu'on peut se retrouver. Dans un commun mépris du pouvoir et de ses injonctions. Dans le « fuck off, moi je marche pu », dans le « on s'en câlisse ». Ce qu'il nous faut, là, tout de suite, c'est prendre la mesure de la question posée par l'austérité, sentir l'espace que ça ouvre. En faire un événement, sans chercher à le refermer sur une réponse, un discours unitaire, qui ne sera jamais à la hauteur de toute façon. Se donner les moyens de se câlisser du pouvoir, de son austérité. Pas par cynisme, mais parce qu'on prend au sérieux la question que nous pose ce monde. Qu'on prend au sérieux la puissance à laquelle elle s'adresse. ■

Que sont les comités Printemps 2015?

Les comités Printemps 2015 sont nés, au cours de la session d'automne 2014, d'une initiative étudiante et visent à organiser une participation autonome à la lutte contre les politiques d'austérité actuellement menée par les grandes centrales syndicales. Initiés par la base étudiante, les comités ne relèvent ni des structures associatives locales, ni des associations nationales et se veulent le plus possible autonomes dans leur fonctionnement et inclusifs dans leur accueil de nouveaux ou de nouvelles membres.

Émergence

Afin de bien saisir le contexte dans lequel les comités ont pris forme, il est nécessaire de se reporter à la grève étudiante de 2012 et d'en dégager certaines lignes. Ainsi, au plus fort de 2012, alors que la grève s'inscrivait de plus en plus dans un temps long, des forces nouvelles semblaient vouloir se joindre au mouvement étudiant, que ce soit à travers la participation massive de travailleurs et de travailleuses syndiqué.e.s dans les grandes manifestations mensuelles ou à travers l'apparition du phénomène des casseroles, qui ralliait des couches de la population préalablement indifférentes au mouvement de grève (travailleurs et travailleuses non-syndiqué.e.s, précaires, chômeurs chômeuses, familles, aîné.e.s, etc.). Dans ce contexte, plusieurs étudiants et étudiantes ont entrevu la possibilité d'élargir le mouvement de grève au-delà de ses limites corporatistes, ouvrant à une grève sociale susceptible d'articuler des désirs et des forces dépassant le cadre des revendications ayant trait aux seuls frais de scolarité. Or, ces forces se sont finalement trouvées en grande partie captées par la campagne électorale, laquelle, de pair avec la dispersion et l'essoufflement des forces étudiantes résultant de la trêve estivale, a réussi à désarmer les grévistes et à organiser le retour à la normale.

« Pour ce faire, les comités se veulent des organes de liaison permettant à des étudiant.e.s et à des travailleurs travailleuses de se rencontrer, d'échanger des informations et de développer des solidarités concrètes en vue du déclenchement d'une campagne au début de l'année.»

Devant l'évidence de cette occasion ratée, plusieurs se sont questionné quant aux raisons de la débandade et à la marche à suivre pour la suite des choses. Pour ce qui est des casseroles, on se souviendra qu'elles sont à l'origine des assemblées populaires de quartier, apparues vers la fin de la grève et dont quelques-unes existent encore et sont encore actives (notamment Centre-Sud et Hochelaga). Or, privées du soutien et de l'énergie du mouvement, les assemblées populaires de quartier ont vu leurs possibilités d'action et de prise sur leurs décisions s'effriter, en plus de connaître dans la plupart des cas un essoufflement important. Quant aux travailleurs et travailleuses, il faut considérer leur incapacité à participer activement à la grève comme émanant à la fois de l'inertie des centrales syndicales, cantonnées dans la défense d'intérêts corporatistes et soumises aux calendriers qui en découlent, et du balisage des pratiques de grève imposé par le soi-disant « droit de grève ». En effet, le droit de grève, en délimitant les situations de grève « légales », se traduit essentiellement par le droit de ne pas faire la grève, hormis dans des conditions spécifiques dictées par le gouvernement et le patronat. Ce qui désarme les travailleurs et travailleuses et les prive de leur capacité à s'organiser autour d'enjeux dépassant la seule co-gestion du travail, rendant les grèves inoffensives, quand elles ne sont pas carrément ➔

interdites. Si l'on considère de plus la régularité systématique avec laquelle des « lois spéciales » sont utilisées pour régler les conflits de travail, on se fera une idée de la difficulté matérielle, pour les syndiqué.e.s, de se constituer en force pendant la grève étudiante de 2012.

Cette interprétation des limites rencontrées dans l'extension du mouvement de grève en 2012 est directement liée aux efforts actuellement déployés par les comités Printemps 2015 en vue d'articuler la possibilité d'une grève étudiante massive aux grèves sporadiques et locales déclenchées par de nombreux-ses travailleurs et travailleuses en réaction aux politiques d'austérité mises en place par le présent gouvernement. En effet, de nombreux secteurs de la fonction publique québécoise se trouvent actuellement en négociation en vue du renouvellement de leurs conventions collectives, ce qui, contrairement à ce qui était le cas en 2012, ouvre à la possibilité d'une campagne de grève en milieu de travail, campagne actuellement chapeautée par les centrales syndicales, organisées en front commun, et par la coalition Refusons l'austérité. De plus, au vu du contexte actuel, le IWW, de concert avec plusieurs organisations, a appelé récemment à la tenue d'une journée de grève pour le premier mai 2015. Hormis les syndiqué.e.s de la fonction publique, de nombreux travailleurs et travailleuses des secteurs public et privé se trouvent également aux prises avec des mesures d'austérité occasionnant des mises à pied massives et une précarisation toujours croissante de leurs conditions de vie.

« Sans doute de nombreux autres liens de solidarité se nouent-ils en ce moment même. C'est vers ce genre de rencontres que les comités doivent diriger leurs efforts. »

C'est donc dans ce contexte que les comités Printemps 2015 ont vu le jour. Spécifions d'entrée de jeu que le but unique des comités, leur raison d'être, est d'organiser un mouvement de grève générale illimitée, de grève sociale, pour ce printemps. Pour ce faire, les comités se veulent des organes de liaison permettant à des étudiant.e.s et à des travailleurs travailleuses de se rencontrer, d'échanger des informations et de développer des solidarités concrètes en vue du déclenchement d'une campagne au début de l'année. Comme les comités se veulent autonomes à la fois vis-à-vis des structures associatives étudiantes et des structures syndicales, ils cherchent à réunir les participant.e.s sur une base individuelle, afin de permettre la rencontre en-deçà des organes institutionnels, en vue de l'éventuel dépassement de ces organes dans le cours du mouvement. En effet, le calendrier imposé par les centrales syndicales, de même que les mesures envisagées dans le cadre de leur campagne de négociations, ne pourront manquer d'entrer en conflit avec les nécessités de l'organisation du mouvement, en ce que les objectifs des centrales demeurent étroitement corporatistes et centrés sur des revendications salariales, alors même que des secteurs entiers se trouvent menacés de mise à pied et devront de ce fait développer des pratiques de grève beaucoup plus combatives que celles prévues par les centrales. En ce sens, la grève mise de l'avant par les comités Printemps 2015 se veut sauvage et illégale, en continuité avec les pratiques de grève historiques du mouvement ouvrier combatif. S'appuyant sur la condition partagée des travailleurs et travailleuses face aux mesures d'austérité, il s'agit de développer une capacité de résonance amenant de nombreux milieux de travail à entrer ensemble en grève, à s'appuyer dans la grève et à se répondre à travers des actions.

Groupes et tendances

Si l'on considère la courte histoire des comités Printemps 2015, force est toutefois de constater qu'ils s'ancrent surtout, pour l'instant, dans le milieu étudiant. Or, les comités étant issus d'une initiative étudiante et répondant à la déception face à l'échec des tentatives de grève sociale en 2012, il n'y a pas là de quoi se surprendre. Qui plus est, la possibilité d'un mouvement de grève en milieu étudiant joue un rôle déterminant dans la mise en place d'un contexte de grève sociale, ne serait-ce que parce que les étudiant.e.s ne sont pas soumis.e.s aux mêmes limitations dans leurs pratiques de grève que les travailleurs et travailleuses et peuvent, de ce fait, avancer des lignes générales susceptibles d'articuler les grèves locales entre elles. Enfin, le déclenchement d'un mouvement de grève capable de dépasser les planifications des centrales syndicales dépendra nécessairement d'un effet d'entraînement, les laissé.e.s pour compte des centrales répondant, par résonance, aux pratiques de grève autonomes naissantes et s'appropriant ces pratiques. La grève étudiante apparaît dans ce contexte comme un levier incontournable, duquel, de concert avec des pratiques de grève en milieu de travail, peut dépendre l'enclenchement d'un tel effet d'entraînement.

Ainsi, depuis l'apparition des premiers comités Printemps 2015 au début de l'automne 2014, de nombreux comités ont essaimé à travers le Québec, dans les cégeps et universités de la province. Œuvrant d'abord surtout au niveau local, les comités se sont également rencontrés à quelques reprises au sein d'un comité large afin de coordonner leurs efforts et d'organiser la campagne nationale. La première action concertée d'envergure des comités fut de participer à la manifestation du 31 octobre, organisée par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics et qui a réuni plusieurs dizaines de milliers de manifestant.e.s. Afin de pouvoir participer à la manifestation, les associations étudiantes au sein desquelles œuvrent des comités Printemps 2015 étaient invitées à voter des mandats de grève, le nombre d'étudiant.e.s en grève montant ce jour-là à plus de 80 000. Dans certains cas, les mandats de grève ont été adoptés par des assemblées inhabituellement populeuses et dans des proportions extrêmement fortes (jusqu'à 95% d'appui), ce qui semblait indiquer que la campagne, malgré son déclenchement encore récent, rencontrait un certain succès populaire. La deuxième action d'envergure des comités a été d'appeler à la tenue d'une journée d'actions le 12 novembre, en invitant encore une fois les associations à prendre des mandats de grève. Or, la journée d'actions du 12 novembre connut un succès plus mitigé, la difficulté à organiser des assemblées générales et le délai relativement court empêchant plusieurs associations étudiantes d'obtenir des mandats de grève, ce qui limita le nombre de participant.e.s aux actions, lesquelles ne purent vraiment avoir

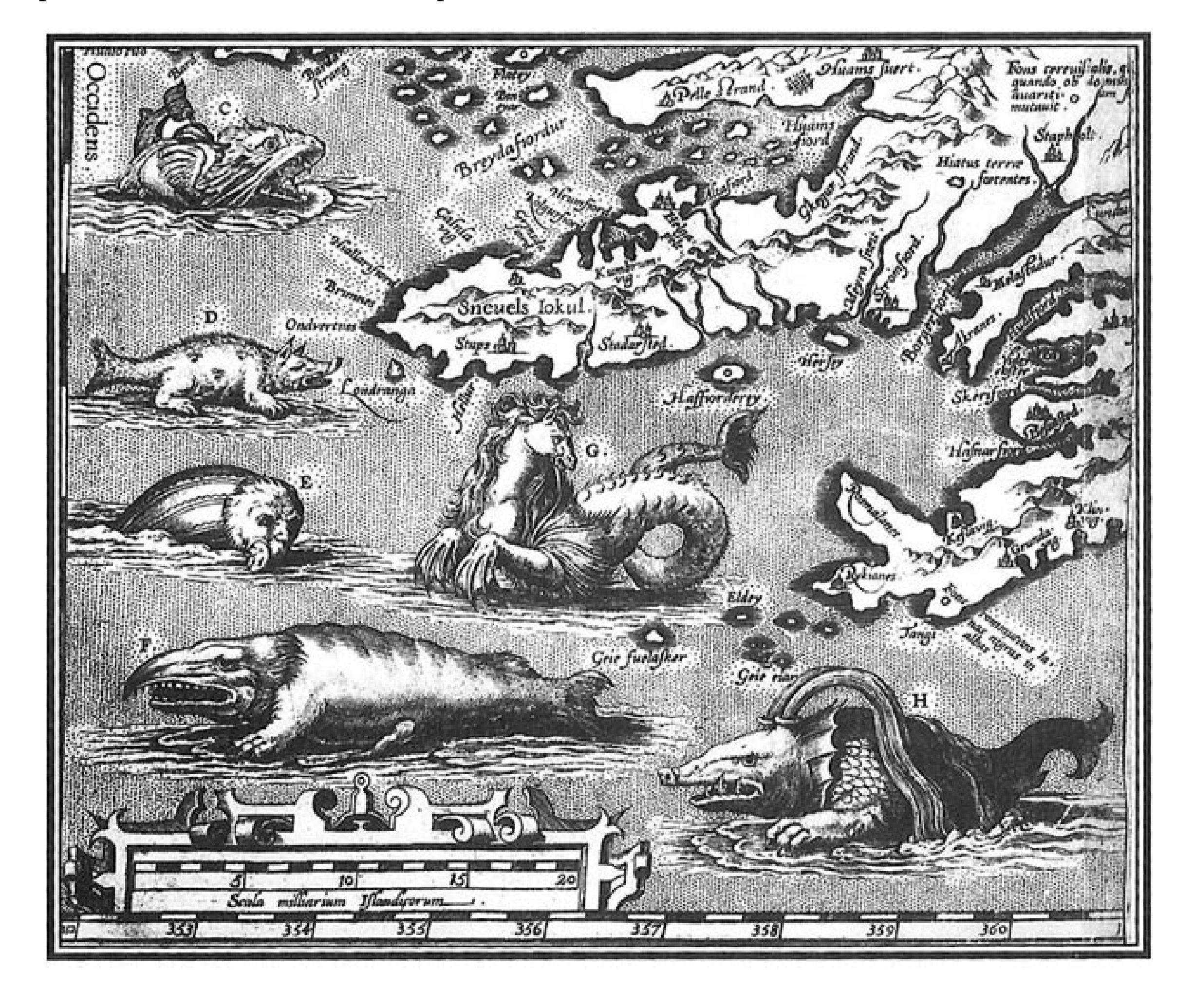
lieu. Certaines associations ayant voté la grève pour le 31 octobre ont également voté, au cours de la même assemblée, des journées de grève pour le 12 et le 27 novembre, ce qui leur a permis de prendre part aux actions. L'échec relatif de la journée d'actions du 12 novembre a depuis provoqué un grand nombre de réflexions critiques, certaines allant jusqu'à remettre en cause la campagne elle-même. Enfin, la prochaine action d'envergure prévue par les comités sera d'appeler à une journée d'actions locales le 27 novembre, pour laquelle les associations sont invitées à prendre des mandats de grève.

Rencontre du 13 novembre

Revenons sur la dernière rencontre du comité large, qui a eu lieu le jeudi 13 novembre dernier. Il y fut bien sûr question de la journée d'actions du 12 novembre, dont on tenta de comprendre l'échec encore récent. Il y fut également question de la manifestation du 31 octobre, plusieurs étudiant.e.s présent.e.s racontant le déroulement de cette journée et des assemblées générales l'ayant précédée. Enfin, il fut question de l'isolement relatif de la campagne, plus populaire à Montréal qu'à l'extérieur de la ville. Pour notre part, nous considérons que ces discussions, intéressantes en ce qu'elles permettaient aux personnes présentes d'échanger sur leur expérience de la campagne et de se rencontrer, se heurtaient néanmoins à des limites évidentes, nommément leur atomisme relatif et leur manque de conséquence. En effet, le comité large étant ouvert à quiconque désire y prendre part, se voit reconfiguré d'une rencontre à l'autre, accueillant à chaque fois de nouvelles personnes et devant de ce fait reprendre les discussions à zéro. Non pas qu'il faille restreindre l'accès au comité, mais plutôt développer des manières d'assurer la permanence et la continuité de ses efforts d'une rencontre à l'autre, de même qu'à l'extérieur des rencontres. Il serait intéressant en ce sens de prendre à chaque rencontre des nouvelles des personnes ayant participé aux rencontres précédentes, afin de pouvoir continuer avec ces personnes les démarches entreprises, qu'elles soient ou non présentes.

La seconde partie de la réunion toucha plus directement aux efforts de liaison avec les groupes de travailleurs et de travailleuses en lutte. Ces efforts, quoique encore embryonnaires, sont le cœur même de l'activité des comités Printemps 2015. Le caractère d'organe de liaison du comité large doit en ce sens être renforcé et mis plus activement de l'avant, la prise de parole au sein du comité pouvant par exemple être limitée soit à des propositions spécifiques, soit à des nouvelles en lien avec des démarches déjà entreprises ou des groupes déjà rencontrés. Mentionnons en toute fin qu'il fut question d'une action en solidarité avec les postiers et les postières de Postes Canada, qui font actuellement face à des mises à pied massives et qui se sont joints à la campagne de grève sociale. Des démarches ont également été entreprises auprès des éducatrices et éducateurs des CPE en lutte, de même qu'auprès des infirmières et infirmiers.

Sans doute de nombreux autres liens de solidarité se nouent-ils en ce moment même. C'est vers ce genre de rencontres que les comités doivent diriger leurs efforts. ■



Histoire d'archives

Les histoires qu'on se raconte participent de nos manières de faire en ce sens qu'elles légitiment et écartent certaines pratiques et idées. Elles sont la charpente des récits que nous élaborons en temps réel. Mais difficile est la tâche de revenir sur le passé au moment même où le présent s'écrit et ce, en restant tendu vers le futur. L'échec d'un tel rapport à l'histoire produit une fixation de celle-ci. De là l'impression qui s'instaure d'un temps semblant lentement évoluer du plus petit au plus grand, du passé vers le présent. S'effacent les ruptures, les victoires et les défaites d'un passé enterré. Voilà l'idée du progressisme en histoire contre laquelle nous nous débattons pour retrouver les allié.e.s du passé et partager avec elles et eux les questions d'alors. Il ne s'agit pas tant de réécrire des histoires parallèles aux versions officielles que de retrouver les nœuds, les moments où les tendances, les forces se sont affrontées et ont fait émerger la version officielle. Il faut rendre présents ces moments de surgissement. C'est pourquoi nous reproduirons des extraits d'archives militantes dans chacun des numéros, qui seront précédés d'un court commentaire. Les questions posées par la pièce d'archive resteront ainsi ouvertes.

Le mouvement étudiant se raconte par le syndicalisme de combat et la création de ses institutions associatives. Pourtant, il n'est pas du tout donné que les associations étudiantes actuelles aient été, au moment de leur création, les pôles de la combativité. L'on ressent aujourd'hui cette tension entre comité intermédiaire, grande association et groupe affinitaire. L'histoire que l'ASSÉ se raconte, par exemple, prend la forme d'un triomphe sur le phénomène groupusculaire. Elle jette un regard sombre sur la période de 1969 à 1975 où aucune association nationale n'existait. Mais cette période ne fut pas exempte de luttes. Seulement, celles-ci n'étaient pas reconnues par les administrations universitaires et collégiales. De plus, ces luttes se pensaient comme étant ouvertes vers l'extérieur de l'université, c'est-à-dire tendant la main vers le drapeau rouge des ouvriers. Et dans l'université même, ces luttes se considéraient comme un refus de la planification capitaliste autoritaire. D'où le rejet des comités conjoints, d'où le sabotage, d'où les luttes de solidarité avec les travailleurs et travailleuses en grève.

Le texte qui suit est tiré du journal FERMENT de 1974. Ce journal publié par des étudiant.e.s de l'Université de Montréal se voulait l'organe de réflexion et de mobilisation de l'Organisation Politique des Étudiants de l'UdeM (O.P.E.U.M.). Celle-ci luttait contre les associations étudiantes considérées comme étant des instances de collaboration. Mais l'article a surtout l'intérêt de proposer une analyse des formes de la lutte de l'époque et plus spécifiquement de délimiter des éléments récurrents de celles-ci.

APPRENDRE DES TRAVAILLEURS!...?

Face à la montée de la répression et de la sélection, qui se manifeste en milieu de l'éducation, à travers les nouvelles politiques du ministère et les règlements "administratifs" de l'université, le mythe de l'université libérale est en train de s'écrouler. Dans tous les départements naissent des mouvements de révolte spontanés, qui oscillent entre le corporatisme le plus plat et la remise en question du rôle social de l'université; en guise de réponse, l'administration propose l'intégration et la participation aux comités conjoints, tandis que les étudiants réactionnaires (ou naifs) propagent l'idée de petites associations d'étudiants, fonctionnant sur la base de la collaboration avec l'administration.

Mais l'offensive du gouvernement, qui est à la base de tout ce mouvement de revendications en milieu étudiant, n'est qu'un aspect d'une offensive anti-populaire beaucoup plus globale, qui vise avant tout le mouvement ouvrier et ses alliés les plus immédiats, les autres couches populaires. Et pour mener la lutte, les travailleurs les plus avancés se sont justement donnés des formes d'organisation qui doivent nous amener à réfléchir.

La première caractéristique des luttes très dures qui se sont menées récemment et qui se mènent encore, est qu'elles ont été la plupart du temps conduites par les travailleurs eux-mêmes, à travers un comité de lutte large et ouvert (ex.: comité des 50

à Firestone, comité des travailleurs à la Canadian Steel), et non par un permanent syndical ou un exécutif fermé. Cette démocratisation des syndicats, provoquée à la fois par la progression de la conscience collective des ouvriers et par la dégradation des conditions de vie et de travail, dans toutes les couches populaires, rends en fait au travail des syndicats touchés, sa vraie natare: celle d'être un instrument de combat des travailleurs, et non un intermédiaire entre ces derniers et les patrons, pour vendre au plus offrant leur force de travail.

C'est dans ce sens aussi, qu'on redonne au processus de négotiation sa vraie valeur: celle de consigner dans une entente écrite, les victoires acquises par la lutte, et non d'essayer de rapprocher les intérêts des travailleurs de ceux des patrons. Le mot d'ordre mis de l'avant par les t travailleurs de Firestone, de Schelcast de Canadian Steel, etc a toujours été 90% d'actions directes pour 10% de négociation. Et ce mot d'ordre prend d'autant plus d'importance au moment où le gouvernement s'apprête à porter le grand coup contre les travailleurs, avec notamment son bill 89 et sa loi anti-grève, et que certains bureaucrates syndicaux continuent de négocier avec le gouvernement (la FTQ, par exemple, siège sur le Conseil Consultatif du Travail et de la Main-d'oeuvre).

Mais ce qui est de plus fondamental et significatif, c'est ,à travers les luttes économiques des travailleurs le développement de la solidarité ouvrière et populaire: à Firestone comme à Schelcast ,la lutte est menée en se basant sur la solidarité et l'appui effectif de d'autres travailleurs, de groupes populaires et d'étudiants. La nature politique de l'affrontement est de plus en plus clair. L'appui inconditionnel de l'Etat aux monopoles américains et à nos capitalistes canadiens, démontre la nécessité d'une solidarité militante face à ceux-ci. Le COMITE de SOLIDARITE AUX LUTTES OUVRIERES est un instrument privilégié et efficace que possède les travailleurs et les autres couches populaires pour gagner les luttes et développer une solidarité politique de classe. A Joliette, le débrayage des employés d'hôpitaux en appui aux ouvriers de Canadian Gypsum, frappés par une injonction limitant leur piquetage à au-delà de 1000 pieds (sic) de l'usine, est un exemple vivant du début de développement de la conscience des intérêts politiques communs de classe.

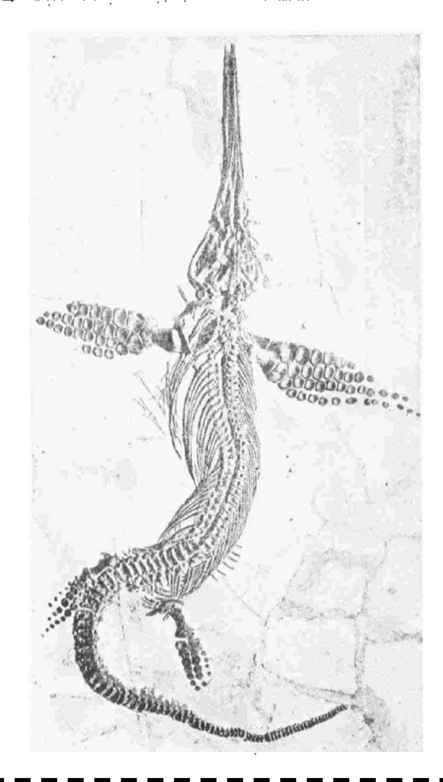
Ces trois caractères de la lutte qui se développe en milieu ouvrier sont très riches de leçons, quant à la forme que doit prendre ici, la résistance à l'augmentation de la rationalisation capitaliste de l'école: n'est-ce-pas le même gouvernement qui matraque les ouvriers avec sa police et ses injonctions, et qui augmente à travers les administrations-pantins, les mesures de contrôle de l'enseignement?... Cet encadrement toujours plus étroit de l'éducation, et la répression de plus en plus dure des forces ouvrières et populaires ne répondent -elles pas aux intérêts des mêmes boss?

Nous avons beaucoup à apprendre des méthodes d'organisation que se donnent les travailleurs

EN MILIEU ETUDIANT, AUX PETITES ASSOCIATIONS OPPOSONS LES COMITES DE LUTTE LARGES ET OUVERTS!

AUX NEGOCIATIONS D'ANTI-CHAMBRE DANS LES COMITES CONJOINTS OPPOSONS LA LUTTE!

À LA LUTTE ISOLEE DANS UN DEPARTEMENT OPPOSONS LA SOLIDARITE!



Stratégie et rumeur de grève

Suite à la création des comités Printemps 2015 et à l'adoption par l'ASSÉ d'un plan d'action impliquant l'appui à cette initiative, le momentum d'une grande lutte au printemps s'est créé dans l'esprit de plusieurs. « Grève sociale » et « Grève générale étudiante » semblent flotter dans l'air et circuler comme rumeur. Suite à la journée d'action nationale appuyée par certaines associations étudiantes le 12 novembre, l'échec des actions a mené plusieurs ami.e.s et camarades à questionner la stratégie Printemps 2015. A été invoquée la nécessité d'une planification, le resserrement autour des associations étudiantes et le report de l'idée d'une grève générale. Ces considérations formalistes et étapistes poussent à réfléchir la manière dont nous abordons la question d'une grève au printemps et plus largement, le rapport que nous entretenons avec la stratégie.

Élaboration stratégique

La stratégie doit se penser d'abord comme *un plan* spécifique du mouvement. Par *plan*, il faut comprendre tout un assemblage de pratiques, d'énoncés et d'actions recoupant des questions générales mais spécifiées dans un contexte. De multiples plans co-existent et forment une machinerie complexe de laquelle l'on peut dénombrer, par exemple, un plan de la communication, un plan de la nuisance (notre capacité de) et une multitude d'autres. Le mouvement est la *trame* reliant ces plans.

Ce que l'on nomme la stratégie est donc le *plan* spécifique du déploiement de la trame reliant les différents plans. C'est pourquoi prendre au sérieux la question politique implique de penser le *plan de l'élaboration stratégique*. Mais ce plan ne peut être laissé seul dans un coin, repris par une poignée de bureaucrates et de spécialistes de la contestation. Au contraire, chaque comité, bande et collectif peut composer de la stratégie. C'est d'ailleurs le point de *l'auto-organisation*, faire de la stratégie une affaire commune.

Parler de plan (comme un espace, un niveau) facilite l'appropriation des différents aspects du mouvement car on expose dans un même élan la transversalité des questions, la nécessité de réfléchir le contenu du plan et sa localisation dans la lutte. Le plan s'oppose donc à la fonction comme étant ce par quoi l'on désire délimiter précisément le contenu de chacun des plans et en contrôler les branchements possibles. La fonctionnalisation, c'est le processus par lequel les plans sont captés puis mutés en organes. Elle marche par organe dans un corps chapeauté par une tête. Elle surgit au moment de difficulté et vient pré-supposer sa nécessité en expliquant les échecs par son absence. Expulsant comme parasite tout ce qui brouille son espace rationnalisé, la fonctionnalisation lisse l'espace du mouvement. Elle est donc planification.

« La fonctionnalisation, c'est le processus par lequel les plans sont captés puis mutés en organes. Elle marche par organe dans un corps chapeauté par une tête. Elle surgit au moment de difficulté et vient pré-supposer sa nécessité en expliquant les échecs par son absence. »



Pour que la *trame* du mouvement continue de circuler sans être captée, il est donc nécessaire d'assumer l'hétérogénéité des plans et la multiplicité de leurs croisements. Ainsi, rendre commun la stratégie n'impliquera pas nécessairement la création d'un espace précis, délimité, mais au contraire le partage et la circulation d'une multitude de questions. La stratégie, il faut en multiplier les formes et les lieux d'énonciation. Maintenir le jeu entre commun et hétérogénéité est l'éthique de la lutte qui vient.

Ce faisant, l'on ne répond en rien aux problèmes actuels du mouvement en rabattant tout sur les formes qui préexistent à la lutte. Au contraire, on s'assure de briser ce par quoi le mouvement pourrait s'étendre, c'est-à-dire la multiplicité des modes d'organisation et des forces. Tout aussi paralysant est l'appel au seul travail militant pour tout résoudre. Prendre un problème et l'extraire de son contexte pour le rabattre sur des unités de temps délimitées efface tous les enjeux stratégiques qui nous sont posés. « Plus de mobs ! », « Plus de tracts » : ces affirmations voilent les occasions que nous pourrions saisir. « Mais quel tract ? », «On désire quoi au juste? », sont des question embarrassantes pour la planification. L'on voit par là comment la planification aplanit les plans, les homogénéise.

Vers la grève générale !

Élaborer une stratégie commune signifie actuellement se confronter directement à la question de la grève. Le IWW a déjà mis la table pour une énième tentative de grève sociale pour le premier mai en créant une coalition large. Dans le contexte syndical actuel, la diffusion de cette proposition permettra très certainement la prise de contact avec certaines organisations et, de fait, la possibilité d'étendre les rencontres. Par contre, il est nécessaire de s'emparer de cette proposition pour en étendre le potentiel.

Le caractère concret de la proposition d'une grève le premier mai doit s'articuler à la rumeur d'une grève sociale au printemps qui dépasserait le cadre d'une seule journée. Ainsi, si la cible du premier mai apparaît réalisable, il faut en étendre la promesse à travers la multiplication d'actions et de journées de grève tout au long du printemps.

Si quelques syndicats étudiants ont le potentiel de mener une grève illimitée ce printemps, il faut sauter sur l'occasion. Il faut assumer le devenir-minoritaire du mouvement et sortir de l'abstraction quantitative. Il s'agirait dès lors d'adopter des mandats en ce sens dès le début du mois de janvier. Ceux-ci ne devraient pas s'attacher à un plancher de syndiqué.e.s mais évaluer la possibilité d'actions communes avec quelques syndicats de travailleurs et travailleuses plus combatifs. Il faut préserver l'autonomie des forces. Les trois axes de la campagne (contre l'austérité, contre les projets extractivistes et pour les droits syndicaux) pourraient s'attacher à des revendications plus spécifiques.

En lien avec cette proposition, une série de journées de grève pourrait être votée pour permettre les rencontres et les actions de perturbation. Seulement, pour assurer le bon fonctionnement d'une telle opération, les journées devraient être votées en bloc. Le temps libéré ouvrira les possibles.

Une telle ébauche se doit d'être approfondie. Elle offre la possibilité de préserver l'hétérogénéité du mouvement tout en s'orientant vers une stratégie commune. Déjà, plusieurs groupes et associations œuvrent en ce sens. Mais la réflexion stratégique doit être reprise plus largement et s'emparer des plans du mouvement actuellement fonctionnalisés. Le mouvement Printemps 2015 a su créer une ambiance, il se doit à présent d'assumer la circulation de la rumeur et sa réalisation. ■

Bilan actions et manifestations

20 septembre
Grande manifestation contre l'austérité et la loi 3

25 septembre
Première rencontre du comité Printemps 2015

3 et 6 octobre
Journée de grève des employé.e.s de soutien de l'UQAM
À la seconde journée, des étudiant.e.s solidaires aideront à faire lever des cours.

15 octobre
Manifestation contre le projet de port pétrolier de TransCanada à Cacouna

17 octobre 2014
Action de perturbation à Postes Canada

Action de solidarité avec les postiers et postières

31 octobre
Plus de 80 000 étudiant.e.s en grève

Grand manifestation « L'austérité, une histoire d'horreur ! »

6 novembre
« Manifestons contre l'austérité et les horreurs du CHUMinc »

9 novembre
Partout au Québec, manifestations contre la hausse des tarifs des CPE

12 novembre
35 000 étudiant.e.s en grève
Journée nationale d'actions et de perturbation contre l'austérité

15 novembre
Manifestation contre les projets pétroliers et le plan nord

26 octobre
Manifestation d'opposition aux sables bitumineux à Sorel Tracy

22 novembre
Manifestation contre la guerre, le racisme et l'austérité

26 novembre
Journée du « grand dérangement » des travailleurs et travailleuses municipaux

Manifestation de solidarité dans Villeray

À venir

27 novembre
Journée nationale d'actions locale

29 novembre
Manifestation syndicale : Refusons l'austérité
Place du Canada 13h

Pour se tenir au courant des prochaines actions : printemps2015.org

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

de notre puissance et son déploiement. Dans cette campagne vers le printemps, plusieurs entendent l'appel et prennent acte de la situation en tendant vers l'action. D'autres partent à la rencontre de différents secteurs. Dans tous les cas, des modes de circulation doivent s'installer au sein du mouvement et permettre la liaison dans l'hétérogénéité. D'où la nécessité d'un bulletin de liaison : il faut suivre le fil qui compose les motifs, les formes du mouvement. Non se les approprier mais les recouper dans leurs expressions, dans leurs formes d'énonciation comme d'autres outils et dispositions peuvent le faire autrement (comme le journal, l'émeute ou l'assemblée).

La forme et le contenu du bulletin se situent entre le journal et le texte de réflexion. C'est un bulletin qui fait circuler les questions et expériences qui surgissent au ras du mouvement. Il s'agit donc de rendre partageable ce qui se vit et ce qui se fait en assumant une grande diffusion. Une telle entreprise implique dès lors d'aller à la rencontre pour voir surgir les questions, entendre les histoires et connaître les situations. Revaloriser la pratique de l'enquête pour saisir les lignes de force qui traversent les espaces. Observer les signes de l'effondrement du monde. Comprendre comment fonctionnent certains dispositifs pour partager les petites découvertes.

Ce premier numéro décline largement l'idée de grève et de lutte contre l'austérité. Fruit de quelques rencontres hasardeuses dans ce qui s'est fait depuis l'automne, il essaie de se situer à l'orée du mouvement, en gardant un pied dans la lutte et un autre dans tout ce qui s'élabore ailleurs. Déjà, plusieurs questions circulent dans le mouvement et doivent être pensées :

Comment articuler la lutte contre l'austérité avec celle contre l'économie extractiviste ?

Comment critiquer les politiques d'austérité sans retomber dans la valorisation du compromis fordiste et de l'État providence ?

Comment réaliser les rencontres nécessaires à l'extension de la lutte ?

Quelles formes d'organisation se donner et comment composer avec les forces ?

Comment s'enligner pour le printemps ?

Comment repenser notre rapport au temps et à l'Histoire ?

L'Histoire

L'expérience de la crise, de la fin d'une civilisation ouvre également la possibilité d'un nouveau rapport au temps, non plus le temps linéaire, continu, cumulatif de l'Histoire, mais un temps troué, discontinu, plein de passages. Un temps par plans, les plans se déployant dans des espaces de temps habités, toujours à nouveau habitables, actualisables. Il y a quelque chose comme de la divination, de la conjuration dans l'expérience du politique : il s'agit de sentir la présence du passé, de se rendre complices de ce qui continue à exister, par-delà l'écoulement du temps, sur un plan historique. Pour nous, tout ce qui a été continue, à peine voilé par les mensonges du Progrès, qui prétend digérer le passé, le rendre au néant de l'oubli, de l'inactuel. Mais nous ne sommes pas dupes : on peut sentir le passé, le toucher ; le temps continue et nous y prenons part, y prenons parti. Nos allié.e.s sont là, qui traversent le temps, et leur force, leur souffrance, leur lutte sont les nôtres. Il faut savoir reprendre tout ça, le continuer. Il faut savoir habiter les plans, en faire la cartographie.

Cartographie

Il ne s'agit pas, par ce mot, de renvoyer à l'idée d'une carte fixe qui situerait des positions figées, immuables. La cartographie, c'est plutôt un jeu de forces sur d'autres forces, le mouvement et la recomposition constante des plans en tant qu'ils sont travaillés par des forces. C'est la méthode qui fait exister un plan commun des plans, un faisceau de tangentes qui vient recouper les plans, dessiner des constellations de positions mobiles, ouvrir des passages. Une mise en jeu, en partage des territoires, tant matériels que temporels, qui nous lient. En ce sens, la cartographie ne vise pas à aplanir les plans, à les unifier, mais à en parcourir les spasmes tectoniques, à habiter leurs entrechoquements, pour faire tenir ensemble, dans leur hétérogénéité, les figures qu'ils font apparaître, écouter la promesse de ces figures. Un art de la sensibilité, donc, qui nous apprend à écouter la promesse qui court comme une rumeur, qui raffine notre perception des territoires et nous enseigne comment les habiter, les reprendre, les défendre.

C'est un peu ça qu'on a voulu faire avec ce bulletin, ouvrir des passages, écouter ensemble la rumeur de la grève, prendre au sérieux sa promesse, habiter le temps qui continue en invoquant nos allié.e.s. Lancer une invitation à tenir ensemble, à se tenir. Les prochains numéros sortiront à un rythme soutenu et les contributions seront plus qu'appréciées. Que ce soit des récits de journées de grève, des textes de réflexion ou de l'information sur des prochains événements, tout sera lu. ■

Contributions

HŌS MĒ ouvre ses pages aux ami.e.s et camarades, à tout ce qui dissone et brouille les pistes de la fonctionnalisation du mouvement. Réflexions et critiques doivent foisonner. Récits et rapport d'enquête, petits poèmes en prose et chroniques du passé briseront le rythme parfois assommant des discours classiques et des statuts Facebook.

Pour contribuer, écrire et envoyez vos textes à :

bulletindeliason2015@riseup.net